



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

12438



Distr. : GENERALE

E/ECA/CM.13/2

13 avril 1987

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

CH

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-deuxième session de la Commission/
Treizième réunion de la Conférence des
ministres

23-27 avril 1987, Addis-Abeba (Ethiopie)

Thème de la Conférence : Vers le redressement et le développement

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE ANNOTE

1. Ouverture de la réunion (point 1 de l'ordre du jour)

L'ouverture officielle de la vingt-deuxième session de la Commission et treizième réunion de la Conférence des ministres aura lieu à la Maison de l'Afrique à Addis-Abeba, le jeudi 23 avril 1987 à 10 heures.

2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation (point 2 de l'ordre du jour)

Immédiatement après le début de la première séance plénière, le Président sortant invitera les représentants à observer une minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation.

3. Election du bureau (point 3 de l'ordre du jour)

Conformément aux articles 14 et 15 du règlement intérieur de la Commission la Conférence des ministres élira parmi les représentants des Etats membres un Président, un premier Vice-président, un deuxième Vice-président et un rapporteur. Les membres du bureau sortant restent en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs et sont rééligibles.

4. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux (point 4 de l'ordre du jour)

La réunion adoptera son ordre du jour et arrêtera la procédure à suivre quant à l'organisation de ses travaux (E/ECA/CM.13/2).

- i) Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1985-1986
(point 5 a) i) de l'ordre du jour)

L'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique est une analyse des tendances et de la situation économiques au cours des deux années précédant la réunion de la Conférence des ministres et fait des projections pour l'année en cours. L'Etude analyse les principales caractéristiques de la situation pendant les années 1985 et 1986 au niveau régional compte tenu dans la mesure du possible, et si nécessaire, de la situation aux niveaux des pays et de la sous-région. Puisque toutes les informations concernant l'année 1986 ne sont pas disponibles, les chiffres donnés pour cette année sont des estimations provisoires alors que ceux pour 1985 ont un caractère plus définitif. Pour l'année 1987, les projections concernent les principaux agrégats économiques aux niveaux régional et sous-régional.

L'Etude montre que le léger redressement opéré par les économies africaines en 1985 ne s'est pas poursuivi en 1986. La production régionale totale a augmenté de 1,2 p. 100 contre 3 p. 100 en 1985. Ce taux faible de 1986 s'explique en partie par un environnement économique international particulièrement défavorable pour les pays africains en développement. L'agriculture a encore connu une bonne année, la valeur ajoutée du secteur augmentant de 2,2 p. 100. Les perspectives pour 1987 dépendront, dans une grande mesure, des efforts que feront les Etats membres pour mettre leur économie sur la voie d'un développement plus soutenu. Sur le plan extérieur, la demande et les cours du pétrole et d'autres produits de base exportés par les pays africains ainsi que l'attitude des donateurs en ce qui concerne le rééchelonnement de la dette et la fourniture de ressources supplémentaires, seront également cruciaux (documents E/ECA/CM.13/3 et E/ECA/CM.13/3/Summary).

- ii) Rapport économique CEA/BAD sur l'Afrique en 1987 (point 5 a) ii) de l'ordre du jour)

Le Rapport économique CEA/BAD est une publication annuelle commencée en 1984 et dans laquelle le secrétariat de la CEA et la Banque africaine de développement passent ensemble en revue les tendances des économies africaines et examinent de façon critique des questions déterminées et d'actualité sur la scène du développement africain. Le rapport de cette année est axé sur la mobilisation de ressources dans le cadre du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 et du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 (documents E/ECA/CM.13/4 et E/ECA/CM.13/4/Summary).

- b) Etat d'avancement du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique et du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 (point 5 b) de l'ordre du jour)

L'examen et l'évaluation de la mise en oeuvre des deux programmes susmentionnés se fondent sur un questionnaire conçu par le secrétariat et envoyé aux Etats membres. L'examen montre que la majorité des pays de la région ont commencé d'opérer les réformes préconisées dans les deux programmes et ont également mis en place les mécanismes nécessaires pour la mise en oeuvre des programmes (documents E/ECA/CM.13/5 et E/ECA/CM.13/5/Summary).

c) La situation de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique (point 5 c) de l'ordre du jour)

i) Rapport sur l'exécution des éléments du Plan d'action de Lagos relatifs à l'alimentation et à l'agriculture (point 5 c) i) de l'ordre du jour)

Au titre de cet alinéa, l'exécution des éléments du Plan d'action de Lagos relatifs à l'alimentation et à l'agriculture est examinée. En dépit des efforts remarquables faits par certains pays africains pour mettre en oeuvre le Plan d'action de Lagos dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture au cours de la période 1980-1985, les données disponibles laissent à penser que le Plan n'a pas été exécuté dans sa grande partie. Même dans les pays qui se sont employés à mettre en oeuvre le Plan, rien ne semble indiquer concrètement que des efforts déterminés ont été faits pour atteindre les objectifs du Plan. Bien que les pays soient apparemment désireux d'exécuter le Plan, cela ne s'est pas matérialisé de façon concrète en raison d'un certain nombre de contraintes dont les suivantes : insuffisance des infrastructures, pénurie de main-d'oeuvre qualifiée, absence de politiques appropriées, pratiques agricoles inadéquates, conception plus étroite des intérêts nationaux, pression démographique accrue, inexistence d'objectifs connexes clairement définis, environnement économique extérieur défavorable, environnement non propice à l'aide et attention portée aux situations d'urgence. Il est par conséquent recommandé que les pays examinent de façon critique leurs activités passées, identifient les insuffisances et définissent une stratégie nouvelle pour réaliser les objectifs du Plan, en mettant un accent particulier sur les sous-secteurs clés énoncés dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 (documents E/ECA/CM.13/6 et E/ECA/CM.13/6/Summary).

ii) Rapport sur les mesures générales et les institutions visant à améliorer la conservation, la gestion et la mise en valeur des ressources forestières en Afrique (point 5 c) ii) de l'ordre du jour)

Les principales conclusions du document sont les suivantes : i) la consommation de bois de feu et la culture itinérante sont les principales causes à l'origine de la disparition des forêts miombo dans la sous-région. Par exemple, pour sécher le tabac dans la région de Tabora, la Tanzanie a besoin de 2,2 millions de m³ de ressources forestières miombo et les autres pays ont besoin de quantités similaires. Il est donc recommandé qu'un "fonds pour la plantation d'arbres et un plan d'aménagement des forêts" financé essentiellement par les consommateurs de bois de feu pour le séchage du tabac soient créés dans ces zones; ii) un recensement des forêts miombo est également nécessaire dans la région menacée c'est-à-dire dans les provinces de Tabora et de Luapula de Tanzanie et de Zambie respectivement; iii) la nécessité d'élaborer un plan général visant à faire abandonner le système actuel de culture itinérante en faveur de la culture permanente grâce à une promotion de la vulgarisation agricole rurale : des essais permanents sont, entre autres activités, nécessaires; iv) en ce qui concerne les incendies de forêts et compte tenu des dégâts qu'ils causent dans cette zone, il est suggéré que la CEA proclame 1988 année de la lutte contre les incendies de forêts en Afrique; v) s'agissant de la main-d'oeuvre, le document

préconise la réalisation d'une étude sous-régionale sur le personnel forestier nécessaire, notamment celui chargé de la conservation et de la mise en valeur des ressources génétiques du miombo; vi) le document outre qu'il suggère que l'étude soit élargie aux autres pays de la sous-région, souligne la nécessité de mettre à jour les politiques en matière de forêts dans la sous-région; il souligne notamment la nécessité d'accroître les investissements dans cet écosystème d'environ 15 à 20 p. 100 par an; vii) en conclusion le document recommande d'intégrer les résultats de l'étude dans le Plan d'action pour les forêts tropicales de la FAO afin d'aider la FAO à réaliser des programmes spéciaux pour préserver et renforcer cet écosystème au niveau sous-régional (documents E/ECA/CM.13/7 et E/ECA/CM.13/7/Summary).

- iii) Rapport sur une étude de la recherche agronomique et des programmes de développement de l'élevage dans la région de l'Afrique (point 5 c) iii) de l'ordre du jour)

Bien que l'élevage joue un rôle important dans l'économie de la plupart des pays africains, les efforts déployés par le passé n'ont pas été à la dimension du problème et des potentialités du secteur. Par le passé, l'Afrique a de plus en plus été tributaire d'importations qui ont augmenté au taux annuel de 16 p. 100 entre 1975 et 1984. Des politiques inadéquates sont au coeur du problème. L'intervention des gouvernements a en général eu tendance à entraver l'autonomie et l'indépendance des producteurs et commerçants "traditionnels".

Puisque les animaux et leurs propriétaires traversent les frontières nationales et que les maladies ne connaissent pas de frontière politique, une coopération et une coordination multinationales effectives s'imposent. Si des mesures ne sont pas adoptées pour améliorer la productivité, les déficits commerciaux pourraient atteindre 5 milliards et 23 milliards de dollars en 1990 et en l'an 2000 respectivement. Des recommandations sont formulées en vue d'améliorer d'urgence les politiques gouvernementales et la planification (documents E/ECA/CM.13/8 et E/ECA/CM.13/8/Summary).

- iv) Rapport sur l'application des recommandations de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural dans la sous-région du MULPOC de Lusaka (point 5 c) iv) de l'ordre du jour)

Le rapport examine les principaux objectifs de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural, qui consistent à éliminer la pauvreté rurale ainsi qu'à améliorer la nutrition, l'éducation et l'état sanitaire. En dépit des divers problèmes, des progrès ont été accomplis dans des domaines tels que l'accès aux terres et à d'autres ressources naturelles. Une analyse détaillée révèle toutefois qu'il existe des disparités flagrantes dans la répartition des ressources telles que les terres et l'eau ainsi que dans celle des établissements d'enseignement et des services sanitaires entre les zones rurales et les zones urbaines. Le rapport préconise que les gouvernements réaffirment leur attachement aux idéaux et principes de la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural ainsi qu'au Plan d'action de Lagos (documents E/ECA/CM.13/9 et E/ECA/CM.13/9/Summary).

- v) Année internationale de la mobilisation de ressources financières et technologiques pour améliorer la production alimentaire et agricole en Afrique (point 5 c) v) de l'ordre du jour)

Les propositions faites dans ce document en vue d'une année internationale consacrée à la mobilisation de ressources financières et technologiques pour l'alimentation et l'agriculture en Afrique soulignent l'importance de la recherche agronomique et de la formation pour ce qui est de mettre au point une technologie appropriée pour l'alimentation et l'agriculture et préconisent une augmentation substantielle soutenue des investissements dans la recherche. Dans le cadre du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, les ressources financières futures nécessaires pour les infrastructures de recherche agronomique africaines en provenance de sources intérieures et extérieures sont estimées à entre 1,2 et 2,3 milliards de dollars annuellement. Dans le cadre des engagements qu'ils ont pris dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique et dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et les pays africains et la communauté internationale ont montré leur capacité et leur détermination à mobiliser ce montant (doc.E/ECA/CM.13/10 et E/ECA/CM.13/10/Summary).

- vi) Rapport sur les mesures prises par les pays africains pour réduire les pertes alimentaires durant la période 1975-1985 (point 5 c) vi) de l'ordre du jour)

Au cours de la période 1975-1985, de nombreux pays africains et organisations internationales ont mis en oeuvre des programmes visant à réduire les pertes de produits alimentaires après récolte en application de la résolution dans laquelle l'Assemblée générale des Nations Unies a demandé que ces pertes soient réduites de 50 p. 100 avant l'année 1985. Toutefois, il n'est pas certain que ce pourcentage de 50 p. 100 ait été réalisé. Ce qui est certain, c'est qu'on dispose d'un grand nombre d'informations sur la nature, l'ampleur et les causes des pertes de produits alimentaires après récolte. On dispose maintenant de techniques après récolte et d'un grand nombre d'informations pour continuer la lutte visant à accroître les disponibilités alimentaires grâce à la réduction ou même à la prévention des pertes de produits alimentaires après récolte (doc. E/ECA/CM.13/11 et E/ECA/CM.13/11/Summary).

- vii) Rapport sur une étude comparée et une analyse des programmes de sécurité alimentaire en cours (point 5 c) vii) de l'ordre du jour)

Le concept de sécurité alimentaire mondiale et son objectif consistant à faire en sorte que toutes les populations, en tous temps puissent matériellement et économiquement acquérir les produits alimentaires essentiels dont ils ont besoin, ont bénéficié d'un rang de priorité élevé de la part des pays africains et des donateurs. Toutefois, certaines questions doivent être examinées si l'on veut assurer une réelle la sécurité alimentaire sur le continent : les pays africains doivent dans leurs programmes de sécurité alimentaire porter plus d'attention aux problèmes que rencontrent les groupes ruraux et urbains à faire revenu pour acquérir des produits alimentaires; les efforts visant à améliorer la sécurité alimentaire ne devraient pas seulement

porter sur les céréales et les graines mais aussi sur d'autres produits alimentaires de base comme les racines et les tubercules, les légumineuses et les plantains. Bien que la planification préalable au niveau national ait été améliorée, un très petit nombre de pays sont en mesure de faire face aux pénuries futures. Les pays africains et les organismes donateurs internationaux sont donc priés de prendre ces questions en considération lorsqu'ils évaluent les efforts déployés pour assurer la sécurité alimentaire et lorsqu'ils élaborent et exécutent leurs plans de sécurité alimentaire et de planification préalable (doc. E/ECA/CM.13/12 et E/ECA/CM.13/12/Summary).

viii) Politiques d'utilisation du sol et systèmes d'exploitation agricole : le cas de la Somalie et du Soudan (point 5 c) viii) de l'ordre du jour)

On reconnaît de plus en plus que pour assurer une productivité agricole à long terme soutenue en Afrique, une utilisation rationnelle des moyens agricoles de base (terres, eaux, etc.) est la clé du développement futur de l'Afrique. Dans ce cadre, le document pose un certain nombre de problèmes liés à l'utilisation rationnelle des ressources en terres, notamment leur planification, leur gestion et leur conservation rationnelles. Les gouvernements sont donc priés d'adopter des politiques rationnelles d'utilisation des ressources en terres et des sols (documents E/ECA/CM.13/13 et E/ECA/CM.13/13/Summary).

6. Rapport, recommandations et résolutions présentés par la huitième réunion du Comité technique préparatoire plénier à l'examen de la vingt-deuxième session de la Commission de la Conférence des ministres, sur :

a). Ressources naturelles et énergie (point 6 a) de l'ordre du jour)

i) Mise en valeur des bassins fluviaux en Afrique (point 6 a) i) de l'ordre du jour)

Au titre de ce point, la Conférence sera saisie d'un rapport traitant de l'utilisation des bassins fluviaux et lacustres internationaux comme points centraux pour promouvoir le développement socioéconomique intégré sous-régional en Afrique dans le cadre du quatrième cycle de programmation régionale du PNUD (doc. E/ECA/CM.13/14 et E/ECA/CM.13/Summary).

ii) Examen de la situation en ce qui concerne la mise en valeur des ressources en eau dans les pays africains touchés par la sécheresse (point 6 a) ii) de l'ordre du jour)

Le rapport examine la situation en ce qui concerne la mise en valeur des ressources en eau dans les pays africains touchés par la sécheresse. Il examine également les cadres d'action à court et moyen termes aux niveaux national et international (doc. E/ECA/CM.13/15 et E/ECA/CM.13/15/Summary).

- iii) Rapport de la réunion régionale sur les aspects socioéconomiques de la gestion des ressources en eau en Afrique et l'élaboration de politiques en ce domaine (point 6 a) iii) de l'ordre du jour)

Au titre de cet alinéa, la Conférence sera saisie d'un rapport de la réunion intergouvernementale sur les aspects socio-économiques de la gestion des ressources en eau en Afrique et l'élaboration de politiques en ce domaine, réunion qui s'est tenue à Addis-Abeba en juin 1986. Ce rapport contient certaines recommandations quant à l'orientation des activités menées par le secrétariat dans le domaine des ressources en eau (doc. E/ECA/CM.13/16 et E/ECA/CM.13/16/Summary).

- iv) Rapport de la sixième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique (point 6 a) iv) de l'ordre du jour)

La Conférence sera saisie du rapport de la sixième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique tenue à Addis-Abeba en novembre 1986. Le rapport souligne la nécessité urgente d'une action résolue pour la création d'une infrastructure cartographique ou le renforcement de celle existante ainsi que l'orientation et l'intégration des projets cartographiques dans les stratégies de développement national afin qu'ils jouent leur rôle en matière de prévention de la réapparition des facteurs naturels à l'origine de la crise économique actuelle en Afrique (documents E/ECA/CM.13/17 et E/ECA/CM.13/17/Summary).

- v) Rapport sur les incidences de la célébration en 1986 de l'Année de la cartographie et de la télédétection en Afrique (point 6 a) v) de l'ordre du jour)

Le rapport donne un aperçu des activités entreprises aux niveaux national et régional pour la célébration en 1986 de l'"Année de la cartographie en Afrique". Il souligne également certaines des difficultés qui ont amené à prolonger l'Année jusqu'en avril 1987 (documents E/ECA/CM.13/18 et E/ECA/CM.13/18/Summary).

- vi) Rapport de la réunion consultative régionale pour la mobilisation de ressources financières en vue de la mise en valeur de sources d'énergie nouvelles et renouvelables en Afrique (point 6 a) vi) de l'ordre du jour)

Le rapport montre que la consommation de bois de chauffage en Afrique s'est accrue aussi bien dans les zones rurales que dans les zones urbaines et que la consommation de charbon de bois augmentait même plus vite. Cela a eu des effets préjudiciables sur l'approvisionnement en bois de chauffage et des conséquences concomitantes sur l'environnement. La mise en valeur et l'utilisation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables en Afrique pourraient constituer une solution partielle aux problèmes énergétiques de la majorité des pays africains. Le rapport recommande notamment que les pays africains recherchent les moyens d'utiliser plus efficacement les autres sources d'énergie telles que l'énergie solaire et le biogaz (documents E/ECA/CM.13/19 et E/ECA/CM.13/19/Summary).

b) Développement industriel en Afrique (point 6 b) de l'ordre du jour)

i) Rapport de la huitième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie (point 6 b) i) de l'ordre du jour)

La huitième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie s'est tenue à Bujumbura (Burundi) en septembre 1986. Le rapport contient les principales décisions prises par les ministres (documents E/ECA/CH.13/20 et E/ECA/CH.13/20/Summary).

ii) Rapport commun CEA/OUA/ONUDI sur la mise en oeuvre de la Décennie du développement industriel (point 6 b) ii) de l'ordre du jour)

Le rapport a été établi conjointement par les secrétariats de la CEA, de l'OUA et de l'ONUDI et traite de deux questions principales. La première a trait à la coopération intersecrétariats et à l'élaboration des politiques pour l'exécution du programme de la Décennie. La seconde concerne les activités menées par les trois secrétariats pour appuyer le programme de la Décennie (document E/ECA/CH.13/55).

iii) Problèmes et contraintes en ce qui concerne l'exécution du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique (point 6 b) iii) de l'ordre du jour)

Le document devant être présenté au titre de ce point de l'ordre du jour montre que peu de progrès ont été réalisés dans l'exécution de la Décennie du développement industriel de l'Afrique. Trois facteurs principaux en sont responsables, à savoir : i) l'absence d'engagement concret des pays africains en ce qui concerne le programme de la Décennie, en particulier ses éléments multinationaux et sous-régionaux; ii) l'absence d'appui financier et technique des bailleurs de fonds, et notamment des pays développés; et iii) les difficultés rencontrées par la CEA pour fournir l'appui nécessaire aux Etats membres à cause de l'insuffisance de ressources (documents E/ECA/CH.13/21 et E/ECA/CH.13/21/Summary).

iv) Rapport sur les préparatifs de la deuxième Conférence générale de l'ONUDI (point 6 b) iv) de l'ordre du jour)

Le document présenté au titre de ce point de l'ordre du jour donne un bref compte rendu des activités actuellement menées en Afrique et qui culmineront avec la tenue en septembre 1987, d'une session extraordinaire de la Conférence des ministres africains de l'industrie en vue de préparer la deuxième Conférence générale de l'ONUDI prévue en novembre 1987 (document E/ECA/CH.13/22).

c) Transports et communications en Afrique (point 6 c) de l'ordre du jour)

i) Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique : Rapport intérimaire sur le Programme de la seconde phase (point 6 c) i) de l'ordre du jour)

Le rapport présente un examen général du programme de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications ainsi que les détails particuliers sur l'exécution globale du programme du début de la seconde phase en 1984 jusqu'à la fin de 1986. Une partie importante du rapport est consacrée à l'analyse de l'exécution du programme mode par mode. Le rapport contient également un bref examen de la situation en ce qui concerne l'appui et la coopération au niveau international en faveur du programme ainsi qu'une étude des faits nouveaux concernant le programme (documents E/ECA/CM.13/23 et E/ECA/CM.13/23/Summary).

- ii) Etude CEA-PNUD-BIRD sur les transports dans les pays africains au sud du Sahara (point 6 c) ii) de l'ordre du jour)

Ce document est un rapport sur une importante étude des politiques de transports dans les pays africains au sud du Sahara que la Banque mondiale est en train de réaliser en collaboration avec le secrétariat de la CEA (document E/ECA/CM.13/24).

- iii) Programme prioritaire dans les domaines des transports et des communications pour les pays africains sans littoral (point 6 c) iii) de l'ordre du jour)

Le programme prioritaire dans les domaines des transports et des communications pour les pays africains sans littoral a été élaboré par le secrétariat de la CEA en collaboration étroite avec la CNUCED. Le programme est axé sur l'amélioration des couloirs prioritaires de transit qui fournissent un accès aux pays sans littoral (documents E/ECA/CM.13/49 et E/ECA/CM.13/49/Summary).

- d) Promotion de la coopération et de l'intégration économiques (point 6 d) de l'ordre du jour)

- i) Rapports des conseils des ministres des MULPOC (point 6 d) i) de l'ordre du jour)

Au titre de ce point de l'ordre du jour, la Conférence examinera les rapports des réunions de 1987 des organes directeurs des MULPOC de Lusaka, Gisenyi, Yaoundé, Niamey et Tanger (documents E/ECA/CM.13/25 et E/ECA/CM.13/25/Summary).

- ii) Rapport intérimaire sur les préparatifs du Programme régional du PNUD pour l'Afrique, quatrième cycle (point 6 d) ii) de l'ordre du jour)

Le rapport couvre les activités entreprises par le secrétariat de la CEA et le PNUD en ce qui concerne la formulation de propositions de projets pouvant être financés sur les ressources au titre du chiffre indicatif de planification du quatrième cycle régional pour l'Afrique (1987-1991) (document E/ECA/CM.13/26).

- iii) Demande d'assistance pour l'organisation d'un colloque sur le développement au niveau local (point 6 d) iii) de l'ordre du jour)

Dans ce document élaboré par le Gouvernement nigérien et qui sera présenté par celui-ci, une collaboration et une participation internationales sont demandées pour l'organisation en 1987 d'un colloque sur le développement au niveau local (document E/ECA/CH.13/52).

- e) Questions de développement social en Afrique (point 6 e) de l'ordre du jour)

- i) Application en Afrique de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (point 6 e) i) de l'ordre du jour)

Le document présenté est une évaluation de l'application de la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, qui est entrée en vigueur le 3 septembre 1981 et qui a été ratifiée par 21 Etats Membres africains. L'étude indique l'existence d'importantes différences dans le statut juridique des femmes et qu'en dépit de l'amélioration de la situation des femmes africaines durant la dernière décennie, beaucoup reste à faire. L'égalité complète et la non discrimination restent encore à réaliser dans les domaines de l'emploi, de l'enseignement et du statut économique (documents E/ECA/CH.13/27 et E/ECA/CH.13/27/Summary).

- ii) Création d'un institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (point 6 e) ii) de l'ordre du jour)

Le document donne une brève description des activités entreprises par le secrétariat de la CEA en collaboration avec le secrétariat de l'OUA et le Département des affaires économiques et sociales internationales au sujet de la création d'un institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants. Il aborde également les questions examinées par la réunion du Groupe d'experts gouvernementaux sur la création de l'institut (document E/ECA/CH.13/28).

- iii) Culture et développement en Afrique - point de l'ordre du jour proposé par le secrétariat de l'Organisation de l'unité africaine (point 6 e) iii) de l'ordre du jour)

Au titre de ce point, le secrétariat de l'OUA présentera un document intitulé "Culture et développement en Afrique" dans lequel les aspects culturels du Plan d'action de Lagos sont examinés (document E/ECA/CH.13/50).

- f) Mise en place en Afrique de moyens en matière d'environnement (point 6 f) de l'ordre du jour)

- i) Rapport intérimaire sur la création d'un centre africain pour l'application de la météorologie au développement (point 6 f) i) de l'ordre du jour)

Au titre de ce point, la Conférence examinera les progrès enregistrés pour la création du Centre africain pour l'application de la météorologie au développement. Le rapport contient le projet de statuts du Centre; il examine

les consultations tenues avec les éventuels pays d'accueil du Centre et l'application de la résolution 540 (XX) de la CEA sur le réseau de télécommunications régionales de l'Organisation météorologique mondiale en tant qu'élément d'appui au Centre ainsi que les recommandations de la CEA et de l'OMM relatives au Centre (documents E/ECA/CM.13/29 et E/ECA/CM.13/29/Add.1).

ii) Rapport relatif à la Conférence scientifique internationale sur la catastrophe du lac Nyos (point 6 f) ii) de l'ordre du jour)

Conformément à la demande de la Conférence des ministres lors de sa deuxième session extraordinaire, le secrétariat présentera un rapport sur la Conférence scientifique internationale chargée de déterminer les causes de la catastrophe du lac Nyos, tenue à Yaoundé (Cameroun) du 16 au 22 mars 1987 (document E/ECA/CM.13/34).

g) Commerce et développement : Déclaration d'Addis-Abeba des ministres africains responsables du commerce et du développement chargés de préparer la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (point 6 g) de l'ordre du jour)

La Conférence des ministres africains responsables du commerce et du développement chargés de préparer la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement s'est tenue à Addis-Abeba en mars 1987 dans le but d'arrêter une position africaine commune concernant l'ordre du jour provisoire de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, conformément à la décision de la huitième session de la Conférence des ministres africains du commerce. La Conférence a adopté la "Déclaration d'Addis-Abeba" des ministres africains responsables du commerce et du développement chargés de préparer la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (documents E/ECA/CM.13/47 et E/ECA/CM.13/47/Summary).

h) Rapports des organes subsidiaires de la Commission (point 6 h) de l'ordre du jour)

i) Rapport de la deuxième réunion de la Conférence des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales sur le Fonds monétaire africain (point 6 h) i) de l'ordre du jour)

La Conférence sera saisie du rapport de la deuxième réunion de la Conférence des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales sur le Fonds monétaire africain, qui s'est déroulée à Libreville en juin 1986. Le rapport résume les principales questions examinées par la Conférence et relatives à la création du Fonds monétaire africain et à l'organisation de la Conférence internationale envisagée sur la dette extérieure de l'Afrique (documents E/ECA/CM.13/30 et E/ECA/CM.13/30/Summary).

- ii) Rapport de la sixième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins avancés (point 6 h) ii) de l'ordre du jour)

Au titre de ce point, la Conférence sera saisie du rapport de la sixième réunion du Comité intergouvernemental d'experts des pays africains les moins avancés, qui s'est tenue du 9 au 11 avril 1987 à Addis-Abeba (Ethiopie). Le rapport et les modifications éventuelles que lui aura apportées le Comité seront soumis à la Conférence des ministres africains des pays les moins avancés qui se tiendra à Addis-Abeba (Ethiopie) les 21 et 22 avril 1987 (documents E/ECA/CM.13/31 et E/ECA/CM.13/31/Summary).

- iii) Rapport de la septième réunion de la Conférence des chefs de secrétariat des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA (point 6 h) iii) de l'ordre du jour)

Conformément à la résolution 541 (XVII) de la Conférence des ministres de la CEA, la Conférence sera saisie du rapport de la septième réunion de la Conférence des chefs de secrétariat des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA, réunion qui s'est tenue à Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne) du 24 au 27 janvier 1987 (documents E/ECA/CM.13/32 et E/ECA/CM.13/32/Summary).

- iv) Rapport de la quatrième réunion du Comité intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement (point 6 h) iv) de l'ordre du jour)

Au titre de ce point, la Conférence sera saisie du rapport de la quatrième réunion du Comité intergouvernemental mixte des établissements humains et de l'environnement tenue à Addis-Abeba en 1987. Le rapport traite des diverses activités menées par le secrétariat dans le domaine des établissements humains et de l'environnement (documents E/ECA/CM.13/33 et E/ECA/CM.13/33/Summary).

- v) Rapport de la troisième réunion de la Conférence des vice-chanceliers, présidents et recteurs d'établissements d'enseignement supérieur en Afrique et Déclaration de Harare sur le rôle des établissements africains d'enseignement supérieur dans le redressement économique et le développement de l'Afrique (point 6 h) v) de l'ordre du jour)

La troisième réunion de la Conférence des vice-chanceliers, présidents et recteurs d'établissements d'enseignement supérieur en Afrique s'est tenue à Harare (Zimbabwe) en janvier 1987. Les participants ont examiné non seulement le thème de la Conférence à savoir : "l'avenir de l'enseignement supérieur en Afrique et les problèmes de développement à long terme de l'Afrique, 1988-2008", mais également les nouvelles mesures prioritaires de redressement économique et de développement de l'Afrique et ont défini le rôle que pouvait jouer la Conférence en vue de faciliter l'application de ces mesures à court et à moyen terme. Les participants ont adopté la "Déclaration de Harare sur le rôle des établissements africains d'enseignement supérieur dans le redressement économique et le développement de l'Afrique", document joint comme annexe I au rapport (documents E/ECA/CM.13/48 et E/ECA/CM.13/48/Summary).

- vi) Rapport de la neuvième réunion de la Conférence commune CEA-OUA des ministres africains du commerce (point 6 h) vi) de l'ordre du jour)

La neuvième réunion de la Conférence des ministres africains du commerce s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) en mars 1987. L'ordre du jour de la Conférence a porté particulièrement sur les questions se rapportant à la contribution du commerce intérieur et intra-africain à la croissance économique et au développement de l'Afrique : problèmes des pays africains sans littoral et perspectives du commerce de transit; études de marché, informations commerciales et promotion du commerce; principaux faits intervenus dans le domaine des relations commerciales internationales de l'Afrique; et incidence des activités des sociétés transnationales sur le commerce africain. Les participants ont en outre examiné le rapport de la quatrième Foire commerciale panafricaine et les préparatifs de la cinquième, ainsi que les activités de l'Association des organisations africaines de promotion commerciale, avant d'adopter officiellement les propositions de l'Afrique à la sixième réunion ministérielle du Groupe des 77/Réunion préparatoire de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (documents E/ECA/CM.13/35 et E/ECA/CM.13/35/Summary).

- vii) Rapport de la huitième réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (point 6 h) vii) de l'ordre du jour)

La huitième réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) en avril 1987. Les participants ont examiné les activités du Comité régional africain de coordination (CRAC) et, plus généralement, le Programme de la CEA en faveur des femmes pour la période 1986-1987. Le rapport contient le point de vue du Comité sur l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. La préoccupation exprimée par le Comité sur l'avenir des projets en faveur des femmes, en particulier dans les MULPOC, dans le cadre du quatrième cycle de programmation du PNUD, figure également dans le rapport, avec des recommandations pertinentes aux gouvernements et au PNUD (documents E/ECA/CM.13/36 et E/ECA/CM.13/36/Summary).

- viii) Rapport de la troisième réunion du Comité technique régional du Système panafricain de documentation et d'information (PADIS) (point 6 h) viii) de l'ordre du jour)

Le Comité technique régional du PADIS, après avoir tenu sa deuxième réunion les 15 et 16 avril 1987 à Addis-Abeba (Ethiopie), a présenté son rapport à la huitième réunion du Comité technique préparatoire plénier. Ce rapport comprend notamment une évaluation des progrès réalisés dans l'exécution du Programme du PADIS, un rapport sur le financement du PADIS, les stratégies du PADIS pour la période 1987-1991 et le Programme de travail pour 1987-1988, ainsi qu'un certain nombre de recommandations sur des questions de fond qui doivent être examinées par la Conférence des ministres (documents E/ECA/CM.13/37 et E/ECA/CM.13/37/Summary).

- ix) Rapport de la deuxième réunion extraordinaire du Conseil d'administration de l'Institut africain de développement économique et de planification (Point 6 h) ix) de l'ordre du jour)
- i) Suite donnée aux résolutions de la Commission ainsi qu'aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social et par l'Assemblée générale dans les domaines intéressant l'Afrique (point 6 i) de l'ordre du jour)
- i) Suivi des résolutions pertinentes adoptées lors de la vingt-et-unième session de la Commission/douzième réunion de la Conférence des ministres (point 6 i) i) de l'ordre du jour)

Afin de prendre connaissance des différentes actions engagées par le secrétariat en application des résolutions et décisions adoptées par la Conférence des ministres à sa douzième réunion, les participants examineront le document E/ECA/CM.13/46.

- ii) Résolutions adoptées par le Conseil économique et social à sa seconde session de 1986 et par l'Assemblée générale à sa quarante et unième session dans les domaines économiques et sociaux intéressant l'Afrique (point 6 i) ii) de l'ordre du jour)

Au titre de ce point de l'ordre du jour, les participants seront informés des différentes résolutions et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa quarante et unième session, y compris celles dont l'adoption avait été recommandée par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1986 sur la base du rapport et des recommandations de la Conférence des ministres, lors de sa douzième réunion tenue à Yaoundé (Cameroun) du 17 au 21 avril 1986. Le document pertinent fait également état d'autres résolutions et décisions émanant de la quarante et unième session de l'Assemblée générale et intéressant l'Afrique (document E/ECA/CM.13/38).

- iii) Etude approfondie des structures intergouvernementales et du fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social : Décision 1987/112 adoptée par le Conseil économique et social à sa quatrième réunion, le 6 février 1987. Note du secrétariat (point 6 i) iii) de l'ordre du jour)

L'une des questions fondamentales étudiées par le Groupe intergouvernemental d'experts de haut niveau constitué par l'Assemblée générale en 1985 et chargé d'étudier l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies portait sur la réalisation d'une étude minutieuse et approfondie des structures intergouvernementales dans les domaines économique et social. Le Conseil économique et social auquel la responsabilité de l'étude avait été confiée a créé en vertu de sa décision 1987/112 une commission spéciale pour ladite étude et a demandé à tous les organes subsidiaires de l'Assemblée générale s'occupant des secteurs économique et social ainsi qu'à tous les organes subsidiaires du Conseil économique et social de soumettre à cette commission spéciale au cours des 30 jours suivant la fin de leurs prochaines sessions, leurs points de vue et propositions concernant leur fonctionnement et celui

de leurs mécanismes subsidiaires. Le document présenté à ce sujet a été élaboré par le secrétariat en vue d'aider la Commission à formuler ses points de vue et ses propositions à l'intention de la Commission spéciale du Conseil économique et social (document E/ECA/CM.13/54).

j) Programme de travail et ordre de priorité de la Commission (point 6 j) de l'ordre du jour)

i) Rapport intérimaire sur l'exécution du programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1986-1987 (point 6 (j) i) de l'ordre du jour)

Le secrétariat présentera un rapport relatif à l'exécution durant l'année 1986 du programme de travail et ordre de priorité 1986-1987. Dans ce rapport, il souligne l'incidence de la crise financière frappant l'Organisation des Nations Unies sur l'exécution du programme de travail et ordre de priorité. Les taux d'exécution sont indiqués par programme et tous les facteurs ayant joué sur l'exécution de chaque programme sont examinés (document E/ECA/CM.13/39).

ii) Projet de programme de travail et ordre de priorité pour la période biennale 1988-1989 (point 6 j) ii) de l'ordre du jour)

Au titre de ce point de l'ordre du jour, le secrétariat présentera un document qui contient des propositions pour le programme de travail et ordre de priorité pour la période 1988-1989. Les propositions formulées se fondent sur le Plan d'action de Lagos, le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, les stratégies prospectives de Nairobi pour la promotion de la femme et sur d'autres résolutions et mandats de la Commission. Ce document est soumis à la Conférence dans le but essentiel de permettre aux Etats membres de faire part de leurs commentaires sur le projet de programme de travail et ordre de priorité 1988-1989 avant qu'il ne soit examiné par le Comité du programme et de la coordination (CPC) (document E/ECA/CM.13/40).

iii) Projet de plan à moyen terme pour la période 1990-1995 (point 6 j) iii) de l'ordre du jour)

Au titre de ce point de l'ordre du jour, il sera demandé à la Conférence d'examiner un document contenant des propositions pour le plan à moyen terme pour la période 1990-1995. Le Plan à moyen terme donne les lignes directrices qui constitueront ultérieurement une base pour l'élaboration des programmes de travail pour les périodes biennales 1990-1991, 1992-1993 et 1994-1995. Il a été formulé à partir du Plan d'action de Lagos, du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, du Programme d'action de Kilimandjaro concernant la population, des stratégies prospectives de Nairobi pour la promotion de la femme et d'autres mandats assignés à la Commission. Le plan à moyen terme 1990-1995 est soumis à l'examen et à l'approbation de la Conférence des ministres (document E/ECA/CM.13/41).

- k) Coopération technique entre le PNUD et les commissions économiques régionales : CEA (rapport établi par le Corps commun d'inspection, (CCI) (point 6 k) de l'ordre du jour)

Au titre de ce point de l'ordre du jour, un représentant du Corps commun d'inspection présentera un rapport relatif à la coopération technique entre le PNUD et la CEA. Ce rapport est axé sur la programmation et l'exécution des projets régionaux (document E/ECA/CM.13/51).

- l) Questions relatives au personnel et questions administratives (point 6 l) de l'ordre du jour)

En application de la résolution 242 (XI) du 23 février 1973 et d'un certain nombre de décisions ultérieures relatives aux questions ayant trait au personnel et à l'administration, dans lesquelles le Secrétaire exécutif avait été prié de présenter des rapports biennaux sur les questions d'administration générale et de gestion du personnel ayant un intérêt pour les Etats membres, le secrétariat présentera à la Conférence un rapport sur les mesures prises ainsi que les progrès accomplis en ce qui concerne l'application des directives concernant le personnel de la CEA, le processus d'africanisation, l'organisation des carrières, la formation et les ressources financières disponibles (document E/ECA/CM.13/44).

- m) Préparatifs de la célébration du trentième anniversaire de la CEA - Thème et programme (point 6 m) de l'ordre du jour)

En avril 1988, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) aura trente ans. Bien que des célébrations adéquates aient eu lieu à divers moments de l'histoire de la CEA, notamment en 1969 lors du dixième anniversaire, en 1979 pour le vingt et unième anniversaire et en 1983 pour le vingt-cinquième, il conviendrait de marquer le trentième anniversaire de la Commission qui est la première organisation internationale africaine à couvrir l'ensemble du continent. Le document présente des informations concernant le thème et les activités envisagés pour la célébration du trentième anniversaire de la CEA (document E/ECA/CM.13/45).

7. Conférence pour les annonces de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (point 7 de l'ordre du jour)

- i) Rapport intérimaire sur l'utilisation des contributions annoncées pour 1985 et 1986 (point 7 i) de l'ordre du jour)

Dans ce rapport, on récapitule les contributions annoncées au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA) de 1977 à 1986. Le document fait état des contributions reçues et de celles qui n'étaient pas versées au 31 décembre 1986 et donne un aperçu des projets en cours dont l'exécution est financée par le Fonds général et les fonds spéciaux (E/ECA/CM.13/42).

- ii) Programme de travail et ressources complémentaires nécessaires pour la période biennale 1988-1989 (point 7 ii) de l'ordre du jour)

Le document fournit des informations sur les ressources nécessaires spéciale pour les projets de coopération ainsi que sur le rôle du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans la mise en oeuvre du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. Les Etats membres de la Commission et de l'Organisation des Nations Unies ainsi que d'autres pays et organismes donateurs de financement multilatéral et bilatéral sont priés de contribuer généreusement au Fonds dans un esprit de coopération internationale (document E/ECA/CM.13/43).

8. Rapport de la septième réunion de la Conférence des ministres des pays africains les moins avancés (point 8 de l'ordre du jour)

9. Questions diverses (point 9 de l'ordre du jour)

Au titre de ce point, toutes les questions que les délégations pourraient soulever seront examinées.

10. Date et lieu de la vingt-troisième session de la Commission/quatorzième réunion de la Conférence des ministres (point 10 de l'ordre du jour)

Au titre de ce point, la réunion souhaiterait peut-être proposer la date et le lieu de la prochaine réunion qui sera la quatorzième réunion de la Conférence des ministres/vingt-troisième session de la Commission.

11. Examen et adoption du rapport et des résolutions de la réunion (point 11 de l'ordre du jour).

La réunion examinera et adoptera le rapport ainsi que les projets de résolution.

12. Clôture de la réunion (point 12 de l'ordre du jour)

Après l'adoption du rapport et des projets de résolution, la réunion sera déclarée close.